



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New letter Europe N° 54 du 6 janvier au 19 Janvier 2025



PRÉSIDENTE POLONAISE : Renforcer la sécurité en Europe !

Depuis le 1er janvier 2025, la Pologne succède à la Hongrie à la Présidence tournante du Conseil de l'UE et elle sera suivie par celle du Danemark à partir du 1er juillet 2025, puis Chypre au premier semestre 2026. La présidence polonaise met l'accent sur le renforcement de 7 dimensions de la sécurité européenne : **la défense et sécurité - la protection des personnes et des frontières - la résistance à l'ingérence étrangère et à la désinformation - garantir la sécurité et la liberté des entreprises - la transition énergétique - une agriculture compétitive et résiliente - sécurité sanitaire**. Le gouvernement polonais a déclaré que sa deuxième présidence de l'UE intervenait "**à un moment d'incertitude et d'inquiétude**" compte tenu des conséquences des trois années de guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, de la montée des tensions géopolitiques, de la pression migratoire et du déclin de la compétitivité européenne. Le slogan de la Présidence, "Sécurité, Europe!", exprime l'objectif de la Pologne de renforcer la sécurité européenne dans toutes ses dimensions: extérieure, intérieure, informationnelle, économique, énergétique, alimentaire et sanitaire.

Le défi de la présidence polonaise est de convaincre les autres Etats membres de l'urgence de la sécurité. La Pologne et les pays baltes ainsi que la Finlande ont pris au sérieux les menaces posées par la Russie pour l'UE à la fois militaire, mais aussi l'utilisation des migrants comme arme ou la cyber-guerre. Le gouvernement polonais devra mener un **travail d'éducation et d'information** dans un climat politique défavorable, du fait de partis politiques pro-russe en Hongrie, en Slovaquie, en Bulgarie et bientôt peut-être en Autriche. **Donald Tusk** le premier ministre Polonais s'inquiète du retour au pouvoir de **Donald Trump** qui pourrait remettre en cause le soutien à l'Ukraine. D'un point de vue militaire, la Pologne a prévu d'allouer **4,8% de son PIB** pour la défense et souhaite un débat sur les instruments communs de financement du secteur de l'armement en Europe. De plus, l'utilisation par la Russie et Biélorussie des migrants acheminés du Moyen-Orient

et d'Afrique (30 000 tentatives de traversées irrégulières de la frontière polonaise) nécessite une suspension momentanée du droit d'asile.

L'Europe n'a jamais été aussi seule, car le Trump qui revient à la tête des USA est un homme plus dur qu'il y a 8 ans, revancharde sur le plan économique avec une augmentation envisagée des taxes douanières de **2,5 à 25%** et qui promet de faire de son pays une puissance impérialiste par le dollar US et la force des armes avec des volontés d'annexion du Groenland (56 000 habitants et 2,166 millions K m2) mais aussi de faire du Canada le 51e Etat des USA. Lorsque la Russie a lancé ses chars contre l'Ukraine en février 2022, l'administration américaine était mieux préparée que les Européens et pendant 3 ans son aide a été essentielle aux forces militaires ukrainiennes, mais que se passe-t-il si les USA deviennent un Etat voyou ou Trump un tyran et tente de signer un accord avec le régime russe de Poutine ? Que peuvent faire les pays européens, si non démontrer immédiatement **l'unité et la solidarité européenne** avec des sanctions et des actions de rétorsions pour tenter de dissuader l'ancien allié américain. En Europe, il y a ceux qui pensent que Trump cherche à faire du bruit mais ne tiendra pas ses promesses et ceux qui craignent que Trump fasse désormais ce qu'il promet....!

source : Wikipédia et les Matinales Européennes du 12 et 17 janvier 2025



DSA (Digital Service Act)-DMA (Digital Market Act) : Les mensonges d'Elon Musk !

Pour protéger les européens des contenus de haine, manipulation , désinformation, etc...en ligne sur internet, **le règlement européen sur les services numériques (DSA)** applicable depuis le 17 février 2024 vise à une responsabilisation des plateformes, en particulier celles des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) avec comme principe **ce qui est illégal hors ligne est illégal en ligne**. Cette législation des services numériques lutte contre la diffusion de contenus illicites ou préjudiciables et des produits illégaux comme les attaques racistes, les images pédopornographiques, la désinformation ou la vente de drogues et de contrefaçons. Depuis le 6 mars 2024, les géants du net doivent respecter **le règlement sur les marchés numériques (DMA)** avec une vingtaine d'obligations dont rendre les messageries instantanées interopérables avec les concurrents, interdiction d'imposer un navigateur web ou un moteur de recherche par défaut ou de l'auto-préférence....

Contrairement à ce que dit Elon Musk, **la limitation légale de l'expression publique en ligne par l'UE** n'est pas une censure ou une réduction de la libre parole des citoyens, mais des rappels aux principes élémentaires qui régissent la liberté d'expression en démocratie depuis la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen publiée en 1789. « **La libre**

communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. » Dans ce texte fondateur des régimes de liberté : tout est libre, sauf les rares cas où les pensées et les opinions constituent des excès communément admis (appels au meurtre, à la violence, à la trahison, à l'exploitation sexuelle des mineurs, etc.). C'est dans le respect de cette tradition qui depuis 140 ans régit la presse, la radio, la télévision et l'édition (Loi du 29 juillet 1881) que les nations européennes regroupées dans l'UE ont adopté le règlement du DSA.

Les patrons des grands réseaux américains (Elon Musk, Marc Zuckerberg et consort) ont décidé de récuser toute tentative de régulation de leurs activités en s'appuyant sur la constitution américaine qui proscrit toute limitation de la liberté d'expression. Or ce sont eux-mêmes qui interviennent pour **hiérarchiser, interdire ou promouvoir** les textes, les sons et les images en fonction de leurs convictions ou de leurs intérêts financiers. Ils sont contre "la censure" émanant des Parlements élus démocratiquement, mais la pratique aux seuls intérêts de leurs actionnaires, ce n'est pas **une abolition de toute censure mais sa privatisation**.

L'Europe ne peut céder au chantage de ces féodalités modernes que sont les GAFAM, qui disposent maintenant de l'appui du gouvernement américain de Trump (qu'ils financent largement) car les réseaux sociaux sont des médias qui ne peuvent échapper à la Loi commune porteuse de l'intérêt général pour être remplacé par celle de l'argent et des gains pour des intérêts particuliers.

Source : *LeJournal. infos du 14 janvier 2025*



CLIMAT 2024 : L'année la plus chaude jamais enregistrée !

Le 10 janvier 2025, le Service changement climatique de l'observatoire européen Copernicus (C3S) a confirmé que **2024 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée** à l'échelle mondiale. Elle est aussi la première année civile à dépasser le seuil de 1,5°C de réchauffement climatique, en comparaison avec l'ère préindustrielle. En 2024, la température moyenne mondiale s'est élevée à 15,10°C soit **1,6°C** de plus que la température estimée pour la période préindustrielle (1850 - 1900). Cette barre symbolique correspond à la limite la plus ambitieuse de l'accord de Paris de 2015 dont l'objectif est **de contenir le réchauffement bien en dessous de 2°C** sur le long terme observé sur au moins vingt ans. Une limite que "**nous sommes désormais sur le point de dépasser**" alerte Samantha Burgess, responsable stratégique pour le climat et "**chaque**

année de la dernière décennie a été l'une des dix années les plus chaudes jamais enregistrées " ajoute-t-elle.

Les océans ont également connu un record de chaleur (20,87°C en température moyenne annuelle de la surface de la mer) soit 0,51°C de plus que la moyenne de 1991 à 2020. L'atmosphère, n'a jamais été autant chargée en vapeur d'eau "Une abondance d'humidité qui a amplifié le potentiel de précipitations extrêmes" indique Copernicus. Cette année particulièrement chaude est la cause de **la multiplication des catastrophes naturelles**. L'Europe qui se réchauffe deux fois plus vite que les autres parties du monde, n'a pas été épargnée, avec les inondations qui ont touché l'Europe centrale en septembre (30 morts), puis la région de Valencia en octobre (240 morts et disparus) et plus récemment les ravages du cyclone Chido à Mayotte en décembre (au moins 170 morts) ou les incendies exceptionnels à Los Angeles en Californie en ce début d'année. **Le changement climatique impacte l'ensemble de la planète.**

Depuis 2019, **la politique européenne de l'environnement et du climat** se décline dans **le Pacte vert** qui vise la neutralité carbone à l'horizon 2050 et l'UE a ratifié plusieurs traités internationaux sur le climat dont l'accord de Paris (entrée en vigueur en novembre 2016) pour limiter le réchauffement mondial et les européens sont partie prenante de la **Convention sur la diversité biologique** signée à Rio en 1992 pour protéger la biodiversité. L'UE adapte ses politiques en fonction de ses engagements internationaux. Pour la période 2021 - 2030 le programme d'action pour l'environnement intègre la réduction rapide des émissions de gaz à effet de serre, l'adaptation au changement climatique "la réalisation de progrès vers une économie du bien-être qui rende à la planète davantage qu'elle ne lui prend" la recherche d'une pollution zéro, la protection de la biodiversité ainsi que la réduction des pressions sur l'environnement et le climat liées à la production et aux modes de consommation.

Source : Tout l'Europe du 16 janvier 2025



Partager la publication "La politique européenne de l'environnement et du climat"